

Courrier arrivé le : 10 AVR. 2017			
CAB	DEVE	1er VP	
PDT	DRI	VP CR/innov	
Dir Cab	SUFCEP	VP CFVU	
DGS	Cap Av	VP Mer	
DGA (2)	SUMPS	VP EI	
DRH	SIAME	VP PSCS	
SI	DSI	VP Culture	
AC	SUAPS	VP Num.	
DAF	cel pilot	VP M&A PE	
Budg	cel entrep	VP AF	
DPat	A VPE (2)	VP M&A péda	
DCom		VP BIATSS	
DEI			
composante :			
autre destinataire :			
n° d'enregistrement GED :			



UNIVERSITE DE BRETAGNE OCCIDENTALE
3 RUE DES ARCHIVES
CC 93837
29238 BREST CEDEX 3

Direction prévention des risques et tranquillité urbaine
Service prévention des risques

A l'attention de Monsieur GALLOU

N/Ref : FB/QC - 2017 - 1048
 Dossier suivi par : Florine BIHAN
 02.98.33.50.28
florine.bihan@brest-metropole.fr

Le **06 AVR. 2017**

Objet : Procès-verbal de visite de réception de travaux et ouverture au public
 IBRBS, UFR Médecine sis 22 rue Camille Desmoulins à Brest
 Dossier n°02391

Monsieur le Président,

La commission de sécurité de l'arrondissement de Brest a émis le 7 mars 2017 un avis favorable à l'ouverture au public de l'IBRBS de l'UFR Médecine sis 22 rue Camille Desmoulins à Brest, suite à la réception des travaux référencés PC n°29 019 14 069 P0 et M1.

En conséquence, vous trouverez ci-joint les documents suivants :

- l'arrêté municipal d'autorisation d'ouverture au public de l'établissement
- l'avis relatif à la sécurité incendie à afficher à proximité de l'entrée de l'établissement
- le procès-verbal de visite de réception des travaux, pour lequel je vous demande de respecter les prescriptions.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de mes salutations distinguées.

Pour le Maire,
 L'Adjointe Déléguée,


Patricia SALAUN-KERHORNOU

PJ: 3

ACTE RENDU EXÉCUTOIRE

compte tenu de :

la publication le : 06/04/2017

la transmission au contrôle de légalité le 06/04/2017

Acte original consultable au

Service des Assemblées,

Hôtel de la Métropole

24, rue Coat Ar Guéven

29238 Brest Cedex 2

**A R R Ê T É D U M A I R E**

n° A 2017-04-0910

*Direction prévention des risques et
tranquillité urbaine*

☎ : 02 98 33 50 64

AUTORISATION D'OUVERTURE DE LOCAUX RECEVANT DU PUBLIC

*Institut Brestois de Recherche en Bio Santé
(IBRBS)
UFR Médecine
22 rue Camille Desmoulins – 29 200 BREST*

Le Maire de la Ville de BREST,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de l'Urbanisme,

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation, et notamment les articles L111-8-3, R111-19-29 et R123-46,

Vu le décret n°95-260 du 8 mars 1995 modifié relatif à la Commission Consultative Départementale de Sécurité et d'Accessibilité (C.C.D.S.A.),

Vu l'arrêté modifié du 25 juin 1980 du Ministère de l'Intérieur, portant règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les Etablissements Recevant du Public,

Vu l'arrêté n°2014343-0004 du 9 décembre 2014 du Préfet du Finistère relatif à la Commission Consultative Départementale de Sécurité et d'Accessibilité (CCDSA),

Considérant l'avis favorable émis par la commission de sécurité de l'arrondissement de Brest le 7 mars 2017,

A R R Ê T E**Article 1er Autorisation d'ouverture**

L'IBRBS de l'UFR Médecine, sis 22 rue Camille Desmoulins à Brest, relevant du type R et de la 2^{ème} catégorie, est autorisé à ouvrir au public, suite aux travaux réalisés (PC n°029 019 14 069 P0 et M1).

Article 2 Obligations

L'exploitant est tenu de maintenir son établissement en conformité avec les dispositions du Code de la Construction et de l'Habitation et du règlement de sécurité contre l'incendie et la panique précitées. Tous les travaux qui ne sont pas soumis à permis de construire mais qui entraînent une modification de la distribution intérieure ou nécessitent l'utilisation d'équipements, de matériaux ou d'éléments de construction soumis à des exigences réglementaires, devront faire l'objet d'une demande d'autorisation. Il en sera de même des changements de destination des locaux, des travaux d'extension ou de remplacement des installations techniques, et des aménagements susceptibles de modifier les conditions de desserte de l'établissement.

Article 3 Recours

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours en annulation dans un délai de deux (2) mois devant le Tribunal Administratif de Rennes à compter de sa notification.

Article 4 Application

Le Directeur Général des Services, le Commissaire Central de Police, le Commandant de la Gendarmerie Nationale et tous agents de la Force Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

A BREST, le Trois Avril Deux Mille Dix-Sept.

Le Maire,

François CUILLANDRE



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFECTURE DU FINISTÈRE

Commission Consultative Départementale d'Incendie et de Secours du Finistère
(C.C.D.S.A)

Service Départemental d'Incendie et de Secours du Finistère
Groupement Prévention

Bureau de Quimper
58, avenue de Keradennec
29337 Quimper

Tél : 02 98 10 31 82 ou 81

Télécopie : 02 98 10 31 95

Bureau de Brest

27, avenue Foch

29200 Brest

Tél : 02 98 34 55 29 ou 56 43

Télécopie : 02 98 34 55 79

Mél. : secretariat.prevention@sdis29.fr

Dossier suivi par Lieutenant LE ROUX David

**Procès verbal de visite de réception de travaux
concernant un ERP de 2e catégorie**

Avis de la commission de sécurité de l'arrondissement de Brest

Le groupe de visite de la commission de sécurité de l'arrondissement de Brest a visité l'établissement
le 08/02/2017

Dénomination	UBO - UFR de médecine Bâtiment enseignement (IBRBS)	
Adresse	22 rue Camille Desmoulins 29200 Brest	
Adresse électronique	president@univ-brest.fr	
Activité	Etablissement d'enseignement et de formation	
N° de dossier Prévention	02391.A	
Classement	Type(s) : R (N)	Catégorie : 2e

Téléphone	0298016022
Propriétaire	Etat français, affectation UBO
Exploitant	UBO représentée par M. Marquet Nicolas

En application des articles R 123.49 du Code de la Construction et de l'Habitation et 42 du décret du 8 mars 1995 modifié relatif à la C.C.D.S.A, le maire doit notifier le résultat de sa visite et sa décision à l'exploitant soit par voie administrative, soit par lettre recommandée avec accusé de réception.

A Textes réglementaires applicables

- Code de l'Urbanisme
- Code de la Construction et de l'Habitation
- Décret n°95-260 du 8 mars 1995 modifié relatif à la Commission Consultative Départementale de Sécurité et d'Accessibilité (C.C.D.S.A)
- Arrêté n°2014343-0004 du 9 décembre 2014 du Préfet du Finistère relatif à la Commission Consultative Départementale de la Sécurité et de l'Accessibilité
- Articles GN (dispositions applicables à tous les établissements recevant du public - Livre I du règlement de sécurité)
- Arrêté du 25 juin 1980 modifié portant approbation du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public
- Arrêté Préfectoral n°2014156-0005 du 5 juin 2014 portant approbation du guide départemental de référence pour la défense extérieure contre l'incendie
- Arrêté du 21 juin 1982 modifié relatif aux établissements de type N
- Arrêté du 4 juin 1982 modifié relatif aux établissements de type R

B Historique - Dérogations

- ⇒ Procès-verbal de visite périodique : avis favorable de la commission consultative départementale de la protection civile du Finistère du 15/02/1977
- ⇒ Procès-verbal de visite périodique : avis favorable de la commission consultative départementale de la protection civile du Finistère du 22/12/1978
- ⇒ Procès-verbal de visite périodique : avis favorable de la commission consultative départementale de la protection civile du Finistère du 10/12/1979
- ⇒ Procès-verbal de visite périodique : avis favorable de la commission consultative départementale de la protection civile du Finistère du 18/11/1980
- ⇒ Procès-verbal de visite périodique : avis favorable de la commission consultative départementale de la protection civile du Finistère du 17/11/1981
- ⇒ Avis du service incendie du 04/01/1982 : projet de construction d'un local « produits dangereux ».
- ⇒ Procès-verbal de visite périodique : avis favorable de la commission consultative départementale de la protection civile du Finistère du 15/11/1982
- ⇒ Procès-verbal de visite périodique : avis favorable de la commission consultative départementale de la protection civile du Finistère du 21/11/1983
- ⇒ Procès-verbal de visite périodique : avis favorable de la commission consultative départementale de la protection civile du Finistère du 12/11/1984
- ⇒ Procès-verbal de visite périodique : avis favorable de la commission consultative départementale de la protection civile du Finistère du 26/11/1985

- ⇒ Procès-verbal de visite périodique : avis favorable de la commission consultative départementale de la protection civile du Finistère du 26/11/1986
- ⇒ Procès-verbal de visite périodique : avis favorable de la commission consultative départementale de la protection civile du Finistère du 09/11/1987
- ⇒ Procès-verbal de visite hors programme : avis favorable de la commission consultative départementale de la protection civile du Finistère du 16/02/1988
- ⇒ Procès-verbal de visite périodique : avis favorable de la commission consultative départementale de la protection civile du Finistère du 01/12/1988
- ⇒ Procès-verbal de visite périodique : avis favorable de la sous-commission consultative de sécurité dans les ERP et les IGH du 06/11/1989
- ⇒ Procès-verbal de visite périodique : avis favorable de la sous-commission consultative de sécurité dans les ERP et les IGH du 05/11/1990
- ⇒ Procès-verbal de visite périodique : avis favorable de la sous-commission consultative de sécurité dans les ERP et les IGH du 01/10/1993
- ⇒ Procès-verbal de visite périodique : avis favorable de la sous-commission consultative de sécurité dans les ERP et les IGH du 06/10/1994
- ⇒ Procès-verbal d'étude, avis favorable de la sous-commission départementale de sécurité incendie du 11/01/1996 : modification des accès du hall central.
- ⇒ Procès-verbal d'étude avis favorable de la sous-commission départementale de sécurité incendie du 11/01/1996 : aménagement de la cafétéria.
- ⇒ Procès-verbal de visite périodique : avis favorable de la sous-commission consultative de sécurité dans les ERP et les IGH du 18/10/1996
- ⇒ Procès-verbal de visite périodique : avis favorable de la sous-commission consultative de sécurité dans les ERP et les IGH du 08/10/1998
- ⇒ Procès-verbal d'étude avis favorable de la sous-commission départementale de sécurité incendie du 16/03/2000 : travaux de mise en sécurité de l'établissement.
- ⇒ Procès-verbal de visite périodique : avis favorable de la sous-commission consultative de sécurité dans les ERP et les IGH du 15/11/2001
- ⇒ Avis de La Sous-commission Départementale de Sécurité Incendie du 19 décembre 2002 a admis la dérogation au principe de surveillance du tableau de signalisation du SSI.A., dans le cadre d'une temporisation d'alarme incendie :
 - l'article MS66.5 précise que toute temporisation d'alarme incendie est admise sous réserve que l'établissement dispose, pendant la présence de public, d'un personnel qualifié pour exploiter immédiatement l'alarme restreinte. L'article MS66.1 stipule que ce tableau de signalisation doit être visible du personnel de surveillance, tout report devant être limité à une distance permettant d'intervenir rapidement au niveau de ce tableau.

- l'emprise bâtementaire du site de l'U.B.O. ne permet pas une telle surveillance. L'organisation sécuritaire est basée sur une intervention des personnels du service technique, encadrés par un ingénieur sécurité. L'alerte de cette équipe sécurité se fait suivant 3 modes :
 - SSI.A. ⇒ BIP
 - SSI.A. ⇒ GTC ⇒ BIP
 - SSI.A. ⇒ Télésurveillance ⇒ contrat téléphonique

Lors des différentes visites périodiques et essais réalisés à ces occasions, il est apparu que ces modes de transmission donnaient entièrement satisfaction.

Sous réserve d'aucune modification négative dans le principe actuel, cette dérogation est admise pour les UFR de l'UBO.

- ⇒ Avis du service prévention du SDIS29 daté du 27/07/2004 relatif à la modification de l'accès à la faculté de médecine par la rue Camille DESMOULINS.
- ⇒ Procès-verbal de visite périodique : avis favorable de la sous-commission consultative de sécurité dans les ERP et les IGH du 08/11/2004
- ⇒ Avis de La commission de sécurité du mardi 14 décembre 2004 valide le principe de gestion des ascenseurs, ci-après défini par le service technique de l'UBO.
- ⇒ Procès-verbal d'étude de la sous-commission départementale portant sur l'AT n°2901912101, remplacement de deux ascenseurs existants, avis favorable en date du 28/06/2012.
- ⇒ Procès-verbal de visite périodique de la commission de sécurité en date du 21/10/2013, avis favorable.
- ⇒ Procès-verbal d'étude de la sous-commission départementale portant sur l'AT n°2901913156, création d'une cloison de séparation, avis favorable en date du 13/12/2013.
- ⇒ Procès-verbal d'étude de la sous-commission départementale portant sur l'AT n°02901914027, réhabilitation d'une surface de 390 m², avis favorable en date du 28/08/2014.
- ⇒ Procès-verbal d'étude de la sous-commission départementale portant sur le PC n°290191400069, création de l'IBRBS, avis favorable en date du 18/09/2014.
- ⇒ Procès-verbal d'étude de la sous-commission départementale portant sur l'AT n°0290191500047, création d'une issue de secours supplémentaire, avis favorable en date du 23/04/2015.
- ⇒ Avis de la sous-commission départementale portant sur le PC modificatif n° 290191400069M1, avis favorable en date du 19/01/2017.
- ⇒ Procès-verbal de visite de réception du PC n° 290191400069M1.

C Description sommaire

Défense extérieure contre l'incendie (DECI)

PI/BI/REI	Numéro	Débit/Volume (m ³ /h, m ³)	Distance (m)	Conformité
PI	740	110 m ³ /h	20m	Conforme
PI	244	265 m ³ /h	80m	Conforme

Descriptif

La description ci-dessous est basée sur les éléments contenus dans le dossier PC 029 019 14 00069 et sur les dispositions existantes	
Desserte	<p>*Une voirie publique d'accès de 12 mètres.</p> <p>*2 façades accessibles</p> <ul style="list-style-type: none"> - façade Sud extension IBRBS - façade Sud aile B bâtiment existant
Isolement Tiers	<p>*<u>Communication avec le tiers - UFR de médecine UBO par les 4 niveaux : 4 SAS d'isolement EI120, 8 blocs-porte EI60 DAS asservissement au SSI.A du CH et au SSI.A de l'UFR de médecine :</u></p> <p>=> à ce jour seuls les blocs-portes côté CH sont asservis maintenus ouvert, les blocs-portes DAS côté UFR ne sont pas alimentés ni pilotés.</p> <p>=> 4 blocs-portes côté UBO asservis en déverrouillage.</p> <p>*Dièdre avec UFR médecine UBO traité PF 1/2h : châssis vitré PF 1/2h.</p> <p>(CF procès verbal de visite de réception du PC 029 019 09 0297 du 23/03/2012 (bâtiment 5 bis CHU Morvan))</p>
Structures	<p><u>Existant :</u></p> <p>Béton de degré SF 1h et plancher de degré CF 1h30</p> <p><u>Extension (PC 29 019 14 00069)</u></p> <p>Béton de degré SF 1h et plancher de degré CF 1h30</p>
Charpente / couverture	<p><u>Existant :</u></p> <p>Toiture terrasse béton et complexe d'étanchéité</p> <p><u>Extension :</u></p> <p>Toiture terrasse béton et complexe d'étanchéité protégée par dalles béton</p> <p>Locaux techniques CTA et azote (R+3) : charpente bois et couverture métallique</p>
Façades	<p><u>Existant :</u></p> <p>Béton</p> <p><u>Extension (PC 029 019 14 00069)</u></p> <p>Béton + isolation thermique</p> <p>Vêture de type verre émaillé</p> <p>Mur rideau en façades sud et ouest</p> <p>Vitrage PF 1/2h sur mur rideau (IT 249)</p>

Distribution intérieure	<p>Type traditionnelle</p> <p>Extension (PC 29 019 14 00069)</p> <ul style="list-style-type: none"> • Parois entre locaux et circulations de degré CF 1h • Parois entre locaux de degré PF 1/2h • Recoupement des circulations par bloc porte DAS E 30
Locaux à risques particuliers	<p><u>Existant :</u></p> <p>-Moyens</p> <ul style="list-style-type: none"> • Réserves • Laboratoires • Locaux techniques <p><u>Extension (PC 29 019 14 00069) :</u></p> <p>-Importants</p> <ul style="list-style-type: none"> • Stockage produits chimiques (Locaux B 224b et 309 de l'aile B) • Local distribution gaz spéciaux E 16 • Local sous station <p>-Moyens</p> <p>Niveau Rdc bas</p> <ul style="list-style-type: none"> • Stockage (E 005) • TGBT (E 12) • Local Déchets (E 04) • Office (E 07) • Distribution (E 01) • Laverie (E 09) • Local répartiteur (E 005) • Stockage (Aile C / C 09) <p>Niveau Rdc haut</p> <ul style="list-style-type: none"> • Local répartiteur (E 005) <p>Niveau R+1</p> <ul style="list-style-type: none"> • Local répartiteur (E 134) • Local entretien (E 135) • Local reprographie (E 101) • Atelier (E 102) • Archives vivantes (E 129) <p>Niveau R+2</p> <ul style="list-style-type: none"> • Local répartiteur (E 238) • Local entretien (E 232) • Local reprographie (E 230) • Archives épidémiologiques (E 202) <p>Niveau R+3</p> <ul style="list-style-type: none"> • Local répartiteur (E 308) • Local entretien (E 303) • Local reprographie (E 307) • Local de stockage (E 312) • Local réserve (Aile B / B 306)
Dégagements	Voir chapitre D infra
Portes automatiques	Sas constitué de 2 blocs portes coulissantes de 2 UP à fonctionnement automatique (CO 48)

Désenfumage locaux	<p>Existant :</p> <p>*4 amphithéâtres : amenées d'air naturelles et exutoires, commande pneumatique.</p> <p>*Bibliothèque : amenées d'air naturelles et ouvrants en façade, commande pneumatique.</p> <p><u>Extension (PC 029 019 14 00069) :</u></p> <p>*bibliothèque : amenées d'air naturelles et ouvrants de façade (nombre, répartition et dimensionnement à préciser)</p>
Désenfumage escaliers	<p><u>Existant :</u></p> <p>*Hall et cage escalier monumental : 3 ouvrants en façade.</p> <p><u>Extension (PC 029 019 14 00069) :</u></p> <p>Exutoires à commande pneumatique</p> <p>Amenées d'air naturelles(principe à préciser)</p>
Chauffage	<p><u>Existant :</u></p> <p>Distribution d'eau chaude depuis sous station alimentée par le réseau urbain (Rdc bas Aile A)</p> <p><u>Extension (PC 029 019 14 00069) :</u></p> <p>Distribution d'eau chaude depuis sous station alimentée par la sous station principale</p>
Ventilation / climatisation	<p><u>Existant :</u></p> <p>1 CTA propre à chaque amphithéâtre : aucun clapet d'isolement dans l'établissement</p> <p><u>Extension (PC 029 019 14 00069) :</u></p> <p>Trois CTA au total dont :</p> <p>CTA desservant les locaux de l'IBRBS /local technique au R+3 (Q > 10000m3/h)</p> <p>Groupe froid en terrasse de l'extension (R+3)</p> <p>Coupure ventilation dans le hall IRBS</p>
Gaz utilisé	<p><u>Extension (PC 029 019 14 00069) :</u></p> <p>* Gaz naturel depuis réseau public</p> <p>* Gaz médicaux depuis local de distribution Rdc bas (E 16)</p> <ul style="list-style-type: none"> - He - O2 - CO2 - N2
Locaux alimentés gaz	<p><u>Extension et réhabilitation (PC 29 019 14 00069) :</u></p> <p>*Réseau extérieur de distribution de gaz naturel dans les laboratoires E 203, E 204, E 206, E207, E 208, E 213b, B 211 et B 332</p> <p>Vanne de coupure à l'entrée des locaux desservis</p> <p>*Réseaux extérieurs de gaz médicaux alimentés depuis local E 16</p> <ul style="list-style-type: none"> - CO2 : locaux E 201b, - vanne générale au pied du réseau pour chacun des gaz - vanne d'arrêt à la pénétration du local
Electricité	Coupure d'urgence électricité Aile A (Local SSI)
Eclairage de sécurité	<p>Blocs d'éclairage de sécurité alimentés par une source centrale</p> <p>BAES sur partie extension IBRBS</p>

Ascenseurs - Monte charges	<u>Existant :</u> *Hall central : 1 ascenseur et 1 monte-charge. *Bibliothèque : 2 monte-livres <u>Extension (PC 029 019 14 00069) :</u> *1 ascenseur énergie électrique machinerie embarquée
Zone de cuisson	Extension (PC 29 019 14 00069) : Grande cuisine ouverte P > 20kw
Moyens extinction internes	Extincteurs
S.S.I	SSI.A neuf <u>Dispositions existantes</u> <ul style="list-style-type: none"> ⇒ centrale à l'accueil, ⇒ 2 tableaux de report, ⇒ report sur BIP, ⇒ détection dans les laboratoires, les circulations, la galerie technique du sous-sol, ⇒ 23 portes asservies. <u>Extension (PC 029 019 14 00069)</u> Cahier des charges non présenté. La cage d'escalier commune UFR/CH constitue une ZC particulière sur 4 niveaux : asservissement des 8 blocs-portes sur toutes DAI et BDM des SSI de l'UFR et du CH
Alarme	Type 1
Alerte	TU
Plans	A prévoir

D Calcul des effectifs - Classement - Dégagements

Effectifs

L'effectif du public a été calculé en prenant en application les articles GN 1 - GN 2 du règlement de sécurité et des dispositions particulières.

Précisions concernant les effectifs et dégagements :

Bien que le bâtiment existant et la future extension formeront à terme un bâtiment unique, le principe proposé pour les dégagements est de comptabiliser ceux-ci de façon indépendante, les liaisons entre les 2 entités n'ayant qu'un caractère fonctionnel.

Bâtiment existant (déclaration du MO dans le cadre de AT 029 019 14 00027)

Niveau	Désignation du local	Article	Mode de calcul	Effectif Public	Effectif Personnel	Effectif Total
3	Aile A	R2	Déclaration du M.O.	18	18	36
	Aile B	R2	"	0	30	30
	Total niveau			18	48	66
2	Aile A	R2	"	89	18	107
	Aile B	R2	"	0	33	33
	Aile C	R2	"	0	30	30
	Total niveau			89	81	170
1	Aile A	R2	"	54	16	70
	Aile B	R2	"	111	23	134
	Aile C	R2	"	53	25	78
	Total niveau			218	64	282
RDC haut	Aile A	R2	"	0	48	48
	Aile B	R2	"	180	5	185
	Aile C	R2	"	319	39	358
	Total niveau			499	92	591
RDC bas	Aile A	R2	"	10	0	10
	Aile B	R2	"	0	5	5
	Aile C	R2	"	66	10	76
	Bloc amphi	R2	"	951	12	963
	Total niveau			1027	27	1054
	Total bâtiment Avec addition de tous les niveaux**			1 851	312	2 163
	Total bâtiment Sur déclaration du maître d'ouvrage		Déclaration du M.O.	790	210	1 000

Bâtiment extension (déclaration du MO dans le cadre du PC 029 019 14 00069)

Niveau	Désignation du local	Article	Mode de calcul	Effectif Public	Effectif Personnel	Effectif Total
R+3	Niveau	R2	Déclaration du M.O	0	111	111
R+2	Niveau	R2	"	0	36	36
R+1	Niveau	R2	"	0	51	51
Rdc haut	Niveau	R2	"	121	2	123
Rdc bas	Niveau	R2	"	96	38	134
Total Extension				217	238	455

Observations concernant les effectifs :

Les capacités d'accueil mentionnées dans le tableau ci-dessus ne s'additionnent pas car l'ensemble du public n'est pas admis simultanément dans les locaux de l'UFR.

L'objectif du décompte précis des places disponibles est de s'assurer de la conformité du nombre et de la largeur des issues de secours par zone et niveau.

Chiffres basés sur l'attestation du maître d'ouvrage en date du 17 juillet 2014.

L'effectif total du public accueilli est de 1000 personnes.

L'effectif du personnel est de 455 personnes.

Le bâtiment peut accueillir 1455 personnes.

Classement

Type(s) : R (N)	Catégorie : 2e
-----------------	----------------

Dégagements

Bâtiment existant

Niveau	Désignation du local	Effectif	Nombre de sorties réglementaires	Nombre de sorties réelles	Nombre UP réglementaires	Nombre UP réelles
3	Aile A	36	2	2	2	4
	Aile B	30	2	2	2	4
	Niveau	66	2	3	2	6
2	Aile A	107	2	2	3	4
	Aile B	33	2	2	3	4
	Aile C	30	2	2	3	3
	Cumul des niveaux	236	2	4	4	7
1	Aile A	70	2	2	2	4
	Aile B	134	2	2	3	4
	Aile C C	78	2	2	2	3
	Cumul des niveaux	518	3	4	6	7
RDC haut	Aile A	48	2	3	2	
	Aile B	185	2	2	3	4
	Aile C**	358**	2**	2**	5**	3**
	Cumul des niveaux	1 000*	3	3	10	13
RDC bas	Aile A	10	1	1	1	2
	Aile B	5	1	2	1	4
	Aile C	76	2	2	2	2
	Bloc amphi	963	3	4	10	13
	Niveau	1000*	3	5	10	14

Observations concernant les dégagements :

* Effectif maximum déclaré par le maître d'ouvrage

** En annexe de l'étude (AT 029 019 14 027), attestation du maître d'ouvrage s'engageant à réaliser dans le courant de l'année 2015, la mise en conformité des issues de secours.

Bâtiment extension

Niveau	Désignation du local	Effectif	Nombre de sorties réglementaires	Nombre de sorties réelles	Nombre UP réglementaires	Nombre UP réelles
R+3	Salle de conseil	97	2	2	2	4
R+3	Niveau	111	2	2	3	3
R+2	Niveau	36	1+1acc	2	2	2
R+2	Cumul 2+3	147	2	2	3	4
R+1	Niveau	51	2	2	2	2
R+1	Cumul 1+2+3	198	2	2	3	4
Rdc haut	Niveau	123	2	3	3	3
Rdc Haut	Cumul Rdc haut+1+2+3	321	2	2	5	5
Rdc bas	Zone restauration	169 (96+2/3 convives + 1/3 Rdc haut)	2	2	3	4 (*)
Rdc bas	Effectif débouchant des escaliers + 1/3 convives + personnel	294 (198+2/3 rdc haut + 12+2)	2	2	4	4

E Vérifications techniques

Les renseignements ci-dessous proviennent de documents présentés par le chef d'établissement (registre de sécurité, rapport de vérifications...)

Documents présentés lors de la visite de réception

- Rapport de vérifications réglementaires après travaux établi par SOCOTEC en date du 31/01/2017, et référence 16800/17/438,
- Attestation de levée d'observations du RVRAT établie par SOCOTEC en date du 08/02/2017,
- Attestation du maître d'ouvrage précisant que l'ensemble des contrôles relatifs à la solidité ont été effectués,
- Rapport de conclusions du contrôleur technique précisant qu'aucun avis défavorable n'a été émis concernant la stabilité à froid de l'ouvrage dans les conditions normales d'utilisation,
- Procès-verbal de réception du SSI avec réserves.

F Exploitation

Affichage des plans des locaux

Plan d'intervention non affiché - plans d'évacuation affichés dans les étages

Affichage et formalisation dans le registre de sécurité des consignes générales ou particulières

Fait

La commission de sécurité conseille de maintenir en position fermée les portes des locaux ou circulations en période nocturne. Cette disposition simple permet de limiter la propagation des fumées et des gaz de combustion. En fonction des impératifs liés à l'exploitation, cette recommandation vaut aussi pour les locaux d'hébergement.

Formation du personnel et du service de sécurité incendie (connaissance et mise en œuvre des organes de secours : alarme incendie, désenfumage, moyen d'extinction, coupure des fluides...)
--

Actions de formation :

Sera vu au cours de la visité périodique de la même année

Organisation de la sécurité incendie (gestion de l'alarme, de l'alerte des secours, évacuation du public et personnel)

Fait

Date du dernier exercice d'évacuation
--

Sera vu au cours de la visité périodique de la même année

En application de l'article GN13, l'exploitant ne peut effectuer ou faire effectuer, en présence du public, des travaux qui feraient courir un danger quelconque à ce dernier ou qui apporteraient une gêne à son évacuation.
--

Mesures mises en œuvre pour répondre aux dispositions permettant l'évacuation des personnes en situation de handicap

En application de l'article R123-48 du CCH, le groupe de visite a évoqué avec l'exploitant les mesures mises en œuvre pour répondre aux dispositions permettant l'évacuation des personnes en situation de handicap.

Établissement concerné par par les mesures de mise en sécurité des personnes en situation de handicap : Les principes fondamentaux d'évacuation définis par l'article GN8 sont pris en considération et réalisés dans l'établissement. En cas d'incendie, les mesures prévues sont les suivantes :

- Aide humaine disponible en permanence pour participer à l'évacuation.
- Évacuation différée par transfert horizontal.
- Création de cheminements praticables, menant aux sorties ou aux espaces d'attente sécurisés (solution équivalente).
- Installation d'un équipement d'alarme perceptible tenant compte de la spécificité des locaux et des différentes situations de handicap des personnes amenées à les fréquenter isolément.flash lumineux dans sanitaires
- Élaboration de procédures et consignes d'évacuation prenant en compte les différents types de handicap.

Établissement concerné par par les mesures de mise en sécurité des personnes en situation de handicap : Les principes fondamentaux d'évacuation définis par l'article GN8 n'ont pas été prises en considération et réalisées dans l'établissement.

Reprendre en prescription

Transmettre au maire, pour avis de la commission de sécurité, la ou les solutions retenues pour l'évacuation des personnes en situation de handicap. Articles R 123-3 et R 123-4 du CCH et article GN8 de l'arrêté du 25 juin 1980 modifié

Rappel des opérations à réaliser en cours d'exploitation

Une fiche rappelant les opérations à effectuer en cours d'exploitation ainsi que des modèles d'attestation de vérification des installations techniques sont accessibles en téléchargement sur le site internet du SDIS du Finistère (<http://www.sdis29.fr>) dans l'espace prévention.

6 Résultats d'essais ponctuels réalisés lors de la visite

Arrêt d'urgence électrique	Bon fonctionnement
Éclairage de sécurité	Bon fonctionnement
Portes à ouverture automatique	Bon fonctionnement
Déclencheurs manuels portes automatiques	Bon fonctionnement
Issues de secours	Bon fonctionnement
Détection incendie <ul style="list-style-type: none">• déclenchement des portes de recoupement• déclenchement de l'alarme	Bon fonctionnement
Alarme incendie	Bon fonctionnement
Arrêt d'urgence cuisine	Non testé car tableau électrique consigné
Désenfumage	Bon fonctionnement

H Modifications réalisées

Le chef d'établissement ou son représentant précise à la commission de sécurité que l'établissement n'a subi aucune modification depuis la dernière visite de sécurité, hormis le PC n°0290191400069.

Les AT n° 02901912101, 02901913156, 02901914027, 0290191500047 seront réceptionnées au cours de la prochaine visite périodique de l'établissement.

En application des articles législatifs et réglementaires du Code de la Construction et de l'Habitation, les travaux qui ne sont pas soumis au permis de construire ne peuvent être exécutés qu'après autorisation du maire donnée après avis de la commission de sécurité compétente. Il en est de même pour toute création, tout aménagement ou toute modification des établissements.

I Prescriptions

Au terme de la visite, le groupe de visite a proposé un avis favorable à la poursuite d'activité et a demandé les pièces écrites suivantes :

- Procès verbal de formation à l'utilisation du SSI,
- Transmissions des consignes précisant spécifiquement le transfert horizontal des PMR.

Les documents suivants ont été présentés :

- les documents mentionnés supra sont annexés au présent procès-verbal.

Prescriptions à exécuter

- Procès-verbal de visite du 07/03/2017

- N°1 Afficher un plan d'intervention à destination des services d'incendie et de secours au niveau de l'accès principal du bâtiment sous forme de pancarte inaltérable, facilement détachable (article MS41),
- N°2 Doter le local de service électrique d'un BAPI et munir la porte d'accès d'un ferme-porte (article EL5),
- N°3 Déposer les blocs d'évacuation pour lesquels les dégagements ne sont pas considérés comme issues de secours (article CO38).

J Avis

Dénomination	UBO - UFR de médecine Bâtiment enseignement (IBRBS)	
Adresse	22 rue Camille Desmoulins 29200 Brest	
Adresse électronique	president@univ-brest.fr	
Activité	Etablissement d'enseignement et de formation	
N° de dossier Prévention	02391.A	
Classement	Type(s) : R (N)	Catégorie : 2e

Après avoir pris connaissance des éléments suivants :

- les textes réglementaires applicables,
- les documents présentés lors de la visite,
- les vérifications techniques réglementaires réalisées ou non,
- les conditions d'exploitation,
- l'analyse des prescriptions,
- les modifications réalisées,

La Commission de Sécurité de l'Arrondissement de Brest émet,
en date du 07/03/2017 après délibération, dans le domaine de la sécurité incendie, un avis

Favorable - Défavorable (1) à l'ouverture au public suite aux travaux liés au PC n°0290191400069

(1) rayer la mention inutile

Le Président de la Commission,

LE PRESIDENT
Pour le Sous-Préfet de Brest, par délégation
L'adjoint au chef de pôle sécurité

Christophe LE GALL

Dans le cadre d'un établissement dépendant de personnes de droit public, une copie doit être adressée à l'administration concernée - article R 123-16 du Code de la Construction et de l'Habitation.

Les destinataires du présent procès verbal sont avisés que les données figurant sur ce document sont prévues à l'article 2 de l'arrêté du 22 janvier 1998, relatif à la création dans les Préfectures d'un traitement automatisé de gestion de la liste départementale des Etablissements Recevant du Public.